PAGES DE GAUCHE

NUMÉRO 3, JUILLET-AOÛT 2002

MENSUEL D'OPINIONS SOCIALISTES

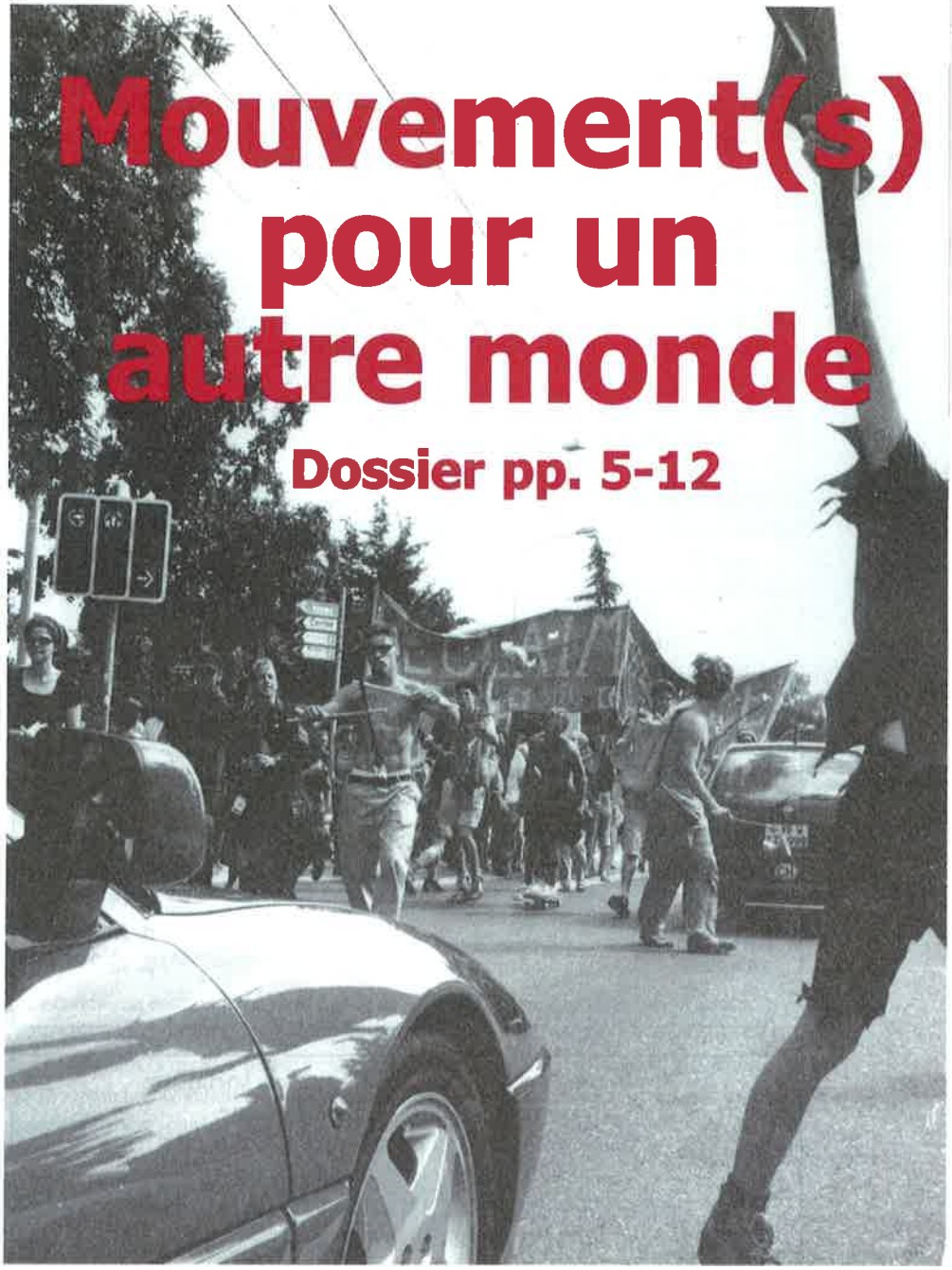
L'Europe régresse

En 1997, après la victoire de la gauche plurielle en France et l'arrivée au pouvoir de Tony Blair en Grande-Bretagne, la gauche était présente dans onze des quinze gouvernements de l'Union européenne. Aujourd'hui, la situation est exactement inversée et les futures élections allemandes s'annoncent difficiles pour le SPD de Gerhard Schröder. Pire, la classe ouvrière - pour utiliser un terme jugé désuet - se rappelle à notre bon souvenir pour plébisciter l'extrême droite et le populisme : le Pen en France, Haider en Autriche, Kjaersgaard au Danemark, feu Fortuyn au Pays-Bas. En Italie, ils sont aux commandes. Ajoutons encore que pour Chirac et Berlusconi, le pouvoir équivaut à une protection juridique.

La fin du règne des tories britanniques, dont les coups de butoir contre l'Etat social ont eu des répercussions dans l'Europe entière, et la «vague rose» devaient marquer le retour vers des politiques plus progressistes. Les dernières élections françaises ont montré au contraire une résignation à l'immobilisme social, comme en témoigne le taux d'abstention record.

Dans ce contexte, les dirigeants des partis socialistes portent une lourde responsabilité. Par leur politique, ils ont consciemment saboté le lien entre les institutions et le mouvement social, indispensable pour le progrès de la gauche. Or, la reconstruction de ce lien doit désormais se trouver au centre des préoccuaptions des socialistes, car sans lui la régression sociale se renforcera en Europe.

Réd.



Mouvement(s) pour un autre monde

Dossier pp. 5-12

Prix au numéro : 4.50 CHF, abonnement annuel : 29.00 CHF

L'engagement comme acte de foi

Instaurons la preuve par l'acte afin d'éviter l'arbitraire de l'admission au service civil.

En 1996, cinquante ans après l'Allemagne et trente après l'Italie, la Suisse se dotait d'un service civil alternatif à l'armée, une fois et demi plus long que le militaire. Enfin, ceux pour qui l'armée était incompatible avec leur conscience disposaient d'une solution légale qui leur évite la prison ou les travaux forcés.

Malgré ce net progrès, les procédures pour y être admis restent un véritable parcours du combattant, si bien que de nombreux jeunes préfèrent se faire exempter grâce à un certificat médical de complaisance. Pour s'assurer que le requérant n'est pas un «imposteur», on exige de lui qu'il dépose une demande écrite qui expose son conflit de conscience. A ce stade sont déjà pénalisées toutes les personnes pour qui ce type d'exercice de rédaction est inhabituel.

Après quoi le requérant est convoqué à une audition devant une commission - par chance civile - chargée de déterminer la crédibilité de son conflit de conscience : on demande à ces hommes, dont certains ont tout juste dix-huit ans, de mettre à nu leurs convictions, sans qu'ils soient pour autant sûrs de correspondre aux «critères» de l'objection de conscience. Car c'est bien de cela dont il s'agit : la commission recherche un certain nombre d'éléments, qui, s'ils manquent à l'exposé, compromettent l'admission. Près d'un cinquième des demandes est écarté. Il découle donc de ces procédures un arbitraire d'autant plus pesant qu'il s'agit de convictions intimes et parfois douloureuses.

C'est pourquoi, à l'instar de ce qui se fait ailleurs en Europe, nous demandons que soit introduite la preuve par l'acte : partant du principe que la conscience est une question trop délicate pour être jugée par autrui, le fait qu'un civiliste s'engage volontairement dans un service plus long que le militaire témoigne de la crédibilité de son engagement. Cela évitera que des jeunes Suisses passent encore pour des criminels parce qu'ils refusent de porter une arme.

Anouk Henry

Yves Sancey.
Né à Lausanne en 1969, licencié en science politique, je finis une thèse sur les origines de l'auto-régulation bancaire en Suisse dans les années 20 à 60. En parallèle, je suis passionné de photo. Fortement impliqué dans les luttes à l'université, la grève de mars 1997 a été une expérience politique déterminante pour moi. Depuis, je milite dans divers collectifs, notamment dans le mouvement *En 4 ans on prend racine*. Je participe également au journal *Flagrant délit* qui propose des réflexions critiques sur le travail, les rapports sociaux de sexe, les inégalités en Suisse (http://home.graffiti.net/flagrant-delit/index.html). Le dernier numéro s'intéresse justement à la question de l'utopie et des luttes sociales (disponible à la librairie Basta!). Les photos qui suivent témoignent de cette façon de lutter : invention et autonomie, résistance et dignité dans la lutte.
Pour tout contact : yves9@freesurf.ch

Sommaire

L'Europe régresse	p. 1
Propositions	p. 2
Une clarification attendue	p. 3
Le syndicalisme féminin	p. 4
Dossier: Mouvements sociaux	pp. 5-12
L'UDC: les logiques d'un triomphe	p. 13
Etat social ou Etat pénal?	p. 14
Humeur	p. 15
La dernière	p. 16

Pages de gauche Mensuel d'opinions socialistes.
Case postale 3567, 1002 Lausanne.
Abonnement annuel de lancement: 29 francs.
Abonnement de soutien: 100 francs.
Contact par courrier ou à info@pagesdegauche.ch
Site internet : http://www.pagesdegauche.ch

Rédaction et secrétariat:
Case postale 3567, 1002 Lausanne
info@pagesdegauche.ch
Rédaction:
Anouk Henry, Carole-Anne Kast, Oran McKenzie, Philippe Mivelaz, Philipp Müller, Julie Poget, Florian Ruf, Christian Vullioud.
Comité:
Cesla Amarelle, Arnaud Bouverat, Michel Cambrosio, Nils de Dardel, Julien Dubouchet, Dan Gallin, Valérie Garbani, Grégoire Junod, Kevin Luximon, André Mach, Pierre-Yves Maillard, Jean-Philippe Matthey, Stéphane Montangero, Solange Peters, Gilles Pierrehumbert, Stéphane Rossini, Géraldine Savary, Gianni Schneider, Nelson Serathiuk, Claude Vaucher, Alberto Velasco.
Imprimeur:
Imprimerie du Journal de Sainte-Croix.

Une clarification attendue

Après la confirmation du non à la Loi sur le marché de l'électricité (LME), le PSS est prêt pour les batailles à venir et peut regagner du poids sur d'autres thèmes.

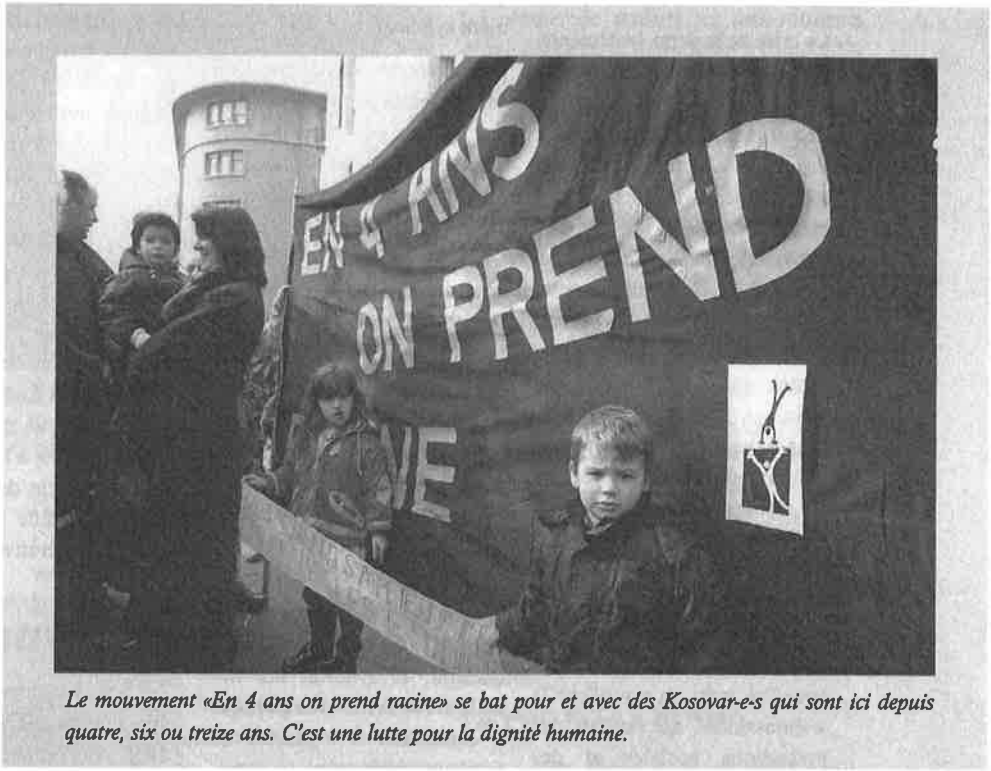
Samedi 22 juin à Lausanne, les socialistes suisses, réunis en assemblée des délégués, étaient pour la troisième fois appelés à se prononcer sur l'ouverture du marché électrique à la concurrence. Troisième débat donc et pour la troisième fois issue identique. L'intervention de Moritz Leuenberger - qui avait fait le déplacement à Lausanne - n'y a rien changé; les délégués ont réaffirmé le 22 juin leur opposition à la Loi sur le marché de l'électricité (LME) qui sera soumise au peuple le 22 septembre prochain.

Une décision logique

Si ce résultat n'est pas une surprise - il ne fait en réalité que confirmer la ligne choisie par les militants socialistes depuis le Congrès de Lugano à l'automne 2000 -, il revêt cependant une importance particulière. Cela fait maintenant presque six ans - depuis que la Suisse a amorcé l'ouverture à la concurrence des secteurs de la poste, des télécommunications et des chemins de fer - que le Parti socialiste se divise sur la question des services publics, hésitant entre défense des monopoles et ouverture à la concurrence. Dans cette perspective, le débat du 22 juin a offert une clarification attendue de longue date par nombre de militants. Une clarification qui était aussi nécessaire : l'échéance de la votation populaire se rapproche à grands pas et la droite, fortement relayée par les milieux économiques, a déjà commencé une campagne particulièrement habile depuis quelques semaines : on n'y parle plus d'ouverture au marché et de libre concurrence, mais on répète à l'envi - pour des raisons tactiques évidentes - que la LME est le meilleur moyen de garantir la sécurité de l'approvisionnement énergétique et la pérennité du service public électrique. Il était donc urgent que le PS se positionne et entre enfin en campagne.

Le vent a tourné

Depuis quelques mois, les signes de méfiance de la population suisse à l'égard des libéralisations se sont multipliés, en particulier sur les questions énergétiques. Après les Zurichois et les Nidwaldiens, les Schaffhousois ont à leur tour, au début du mois de juin, refusé la privatisation de leur société électrique, alors que dans le même temps les Thurgoviens rejetaient la privatisation de leur banque cantonale comme l'avaient fait, entre autres, les Vaudois avant eux.



Le mouvement «En 4 ans on prend racine» se bat pour et avec des Kosovar-e-s qui sont ici depuis quatre, six ou treize ans. C'est une lutte pour la dignité humaine.

Passer à l'offensive

Les conditions sont donc aujourd'hui favorables pour que la gauche, qui part dorénavant unie dans la bataille, puisse l'emporter le 22 septembre. D'autant plus que la droite reste totalement sourde aux signaux donnés par la population. Au contraire, le Parti radical et l'UDC n'hésitent pas à prôner une accélération des processus de privatisation et de libéralisation. Quant au PDC, qui cherche à cultiver son image de parti du centre, mais qui tremble à l'idée de perdre du terrain au profit de l'UDC, il se retrouve sur la même ligne. En se rangeant dans le camp des opposants à la LME, le PS a donc fait le bon choix. Il a choisi d'assumer pleinement ses responsabilités et d'offrir un profil clair à l'opinion publique, en se rangeant aux côtés de la gauche syndicale et de toutes celles et ceux qui se battent contre les libéralisations.

Au-delà, l'engagement du PS contre la LME doit permettre à ce dernier de retrouver de la voix sur des thèmes qu'il a négligés ces dernières années, trop occupé qu'il était à se déchirer sur la question du service public. Thèmes au premier rang desquels figurent notamment les questions de l'emploi et des conditions de travail.

Grégoire Junod

Le syndicalisme féminin

Principales victimes de la folie libérale, les travailleuses du secteur informel s'organisent dans le monde pour revendiquer leurs droits.

Le travail informel, c'est-à-dire non réglementé et non protégé, a toujours été l'une des caractéristiques des économies sous-développées, mais il connaît une progression impressionnante depuis une dizaine d'années dans les pays industrialisés aussi.

La crise de la dette, le démantèlement du secteur public, la déréglementation du marché de travail et la succession de crises depuis 1997 ont expulsé des millions de travailleurs pour les précipiter dans l'économie informelle. Pendant la même période, la nature des entreprises transnationales a évolué. En réduisant le nombre de postes permanents à temps plein, en décentralisant et en sous-traitant au maximum la production, et en ayant recours autant que possible aux différentes formes de travail précaire (temps partiel, temporaire, saisonnier, sur appel), le patronat n'entend pas seulement réduire le coût de la main d'œuvre. Il transfère aussi au travailleur la responsabilité du revenu, des prestations sociales et des conditions de travail. Parallèlement, le monde des micro-entreprises, des faux indépendants, des travailleurs à domicile avec des conditions de travail misérables, sans droits ni protection, ne cesse de croître.

Les femmes victimes

Or, les travailleurs éjectés du secteur stable et réglementé sont en très grande majorité des femmes. Ce sont elles les principales victimes de la précarisation du travail et de la paupérisation et elles sont de ce fait fortement présentes dans l'économie informelle. L'organisation des personnes travaillant dans l'économie informelle dépend dès lors de la capacité du mouvement syndical à organiser les travailleuses, ce qui demande une modification en profondeur de la culture actuelle du mouvement syndical.

Depuis son origine, ce dernier a été confronté au choix de s'ouvrir à la participation des femmes à tous les niveaux ou d'assister à l'émergence de nouvelles organisations dirigées par des femmes. Aujourd'hui, dans le cadre de l'organisation du secteur informel, ce choix se pose à nouveau avec force. Deux cas de figure se présentent : le premier, c'est quand une organisation existante intègre les travailleuses (et les travailleurs) de l'économie informelle; le deuxième, c'est l'auto-organisation.

Le premier cas est fréquent en Afrique. En Ouganda, par exemple, le syndicat des travailleurs de la fonction publique a commencé à organiser les vendeurs ambulants et autres travailleurs informels qui représentent désormais la majeure partie de ses affiliés. A Hongkong, la confédération HKCTU a contribué à la création d'un syndicat d'employées de maison, et en Grande-Bretagne les employées de maison immigrées (majoritairement philippines) ont créé l'association Kalayaan (Libération), qui travaille étroitement avec un des principaux syndicats du pays, le TGWU. D'autres exemples existent en Asie (Corée, Népal, Pakistan, Philippines) et en Europe, mais aussi en Amérique latine. Au Pérou, la plupart des syndicats membres des confédérations existantes ont fini par représenter les travailleurs informels vu leur poids dans l'économie.

Auto-organisation

Les exemples d'auto-organisation des travailleurs informels sont tout aussi nombreux. Le syndicat indien SEWA (voir encadré) fut l'une des premières organisations de ce type, et en a inspiré d'autres. Le SEWA organise les travailleuses à domicile, les vendeuses de marché, les ramasseuses de papier et les videuses de poubelle, les cueilleuses de produits de la forêt et les productrices de sel marin. Cette organisation est à la fois syndicat, mouvement de femmes et coopérative. Elle a créé une banque coopérative proposant des micro-crédits, un programme de formation syndicale et professionnelle, ainsi que des coopératives de production (artisanat, agriculture) et de services (santé, logement).

Voici donc le nouveau visage du mouvement ouvrier. Il s'agit d'un élément essentiel du mouvement de justice mondiale qui monte en puissance sous nos yeux. Comme l'écrivait Margaret Faas, secrétaire syndicale, en 1907 : *«Si un jour les filles et les femmes travaillant si durement aux ménages, les unes pour un salaire ridicule, les autres, les femmes pauvres, mariées, uniquement pour leur logement et leur nourriture - et bien, si un jour ces femmes-là se coalisent, elles constitueront la force la plus terrible contre la bourgeoisie, contre la vieille société.»*

Dan Gallin

Un syndicat indien

Le Self Employed Women's Association (SEWA) naît en 1972 sur l'initiative conjointe de travailleuses migrantes du secteur informel et de Ela Bhatt, figure phare de l'organisation des femmes du grand syndicat du textile indien TLA, qui devient secrétaire générale de SEWA.
Toutefois, les relations se tendent rapidement. La combativité des militant-e-s de SEWA, le fait qu'elles soient des femmes et que leurs revendications portent sur le secteur informel, en sont les principales causes. En 1981, le conflit latent débouche sur une rupture sur fonds de contexte social tendu. Le TLA coupe ses liens avec SEWA. Depuis lors, ce syndicat de femmes connaît une croissance fulgurante et élargit sans cesse ses domaines d'action. Le maintien d'une tradition militante impressionnante ainsi que la mise sur pied d'une multitude de nouvelles coopératives en sont le résultat.
Le SEWA compte aujourd'hui plus de 400'000 membres dans les cinq Etats fédéraux indiens.

DOSSIER MOUVEMENTS SOCIAUX

Depuis quelques années, un grain de sable s'est logé dans les rouages du capitalisme. Des dizaines de milliers de citoyen-ne-s du monde, lassé-e-s de la marchandisation de la société, ont décidé de remettre le genre humain au centre des préoccupations. C'est la réunion de ces aspirations qui a donné naissance aux mouvements sociaux. Le journal PAGES DE GAUCHE, à sa manière, est aussi un mouvement social : c'est une tentative collective de renverser l'ordre établi pour créer une société plus juste.
Il est donc logique que ce dossier élargi soit consacré à la présentation de quelques mouvements qui partagent nos préoccupations : Attac, la Déclaration de Berne, le syndicalisme féminin, les paysans sans terre et les sans-papiers. Ce dossier est aussi l'occasion de mieux saisir la parenté entre le Parti socialiste et les mouvements sociaux, ainsi que la définition de ces mouvements.

Pour rappeler que la mondialisation économique ne se fait pas sans une démission des politiciens qui bradent le bien commun pour des intérêts particuliers.

Contre-pouvoir

L'histoire est connue. A partir du sommet de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) à Seattle en 1997, chaque fois que les dirigeants de ce monde se réunissent, le mouvement social répond dans la rue.

Unité diversifiée

Un mouvement qui se caractérise par la richesse de sa diversité. Organisations «anti-mondialisation», syndicats ouvriers et paysans, mouvements féministes, sans-papiers, écologistes et tiers-mondistes, partis politiques, ONG et gauche chrétienne affirment dans les cortèges et lors des grandes rencontres planétaires leur identité propre et défendent les causes qui les animent. Mais au-delà des différences, c'est à travers le rejet de la transformation de chaque domaine de la vie en marchandise que l'unité est trouvée. Et cette unité se renforce car, en face, la folie libérale gagne en intensité. L'eau, l'école, la santé, les retraites, rien n'échappe désormais à la gourmandise des ténors de la globalisation néolibérale.

Démocratiser l'économie

Les mêmes chefs de multinationales et les leaders de la droite conservatrice ne se lassent pas de stigmatiser les femmes et les hommes qui s'engagent pour un autre monde en les traitant de tous les noms et en fustigeant leur prétendue absence de perspective alternative. Ils ont tort. Le programme du mouvement social mondial est celui que le mouvement ouvrier organisé a inscrit sur ses drapeaux dès sa fondation au 19e siècle : démocratiser la société et en particulier l'économie. L'exigence d'un commerce international basé sur l'équité dans les échanges, d'un système financier sous contrôle démocratique et à l'abri de la spéculation, de conditions de travail qui respectent l'intégrité physique et psychique des salarié-e-s, de droits économiques et sociaux garantissant une vie digne et libre à tout le monde, de services publics démocratiques et accessibles constitue un premier pas dans cette direction.

Programme commun

Ce programme-là est celui des partis socialistes et plus généralement de celles et ceux qui se reconnaissent dans le socialisme démocratique. Nous ne nous engageons pas pour devenir les gestionnaires sociaux-libéraux du capitalisme triomphant, nous nous engageons parce que nous sommes convaincu-e-s qu'il vaut la peine de lutter pour un projet de société fondé sur la démocratie. Une démocratie qui ne s'arrête pas devant les portes des usines et devant les comptoirs des grandes banques, mais une démocratie tout aussi économique et sociale que politique. Un programme que nous partageons avec le mouvement social dont nous faisons, par ailleurs, partie.

Philipp Müller

La vie des mouvements sociaux

Pour qui s'intéresse à la politique, quoi de plus fascinant que les mouvements sociaux ? Leur diversité, leur multiplicité, mais aussi leur constance et leur ancienneté en font des phénomènes sociaux difficiles à cerner. Certains, comme les mouvements syndicaux, disposent d'une structure organisée, alors que les manifestations auxquelles on assiste dans les banlieues sont parfois totalement spontanées et anarchiques. Cependant, les mouvements tendent avec le temps à se structurer, ayant ainsi plus de chance de perdurer. Qu'est-ce qui, dès lors, distingue une association d'une entreprise, qu'est-ce qui fait que la Marche mondiale des femmes peut être considérée comme un mouvement social ? L'adhésion à une cause commune en constitue certainement une caractéristique. Mais également le fait que la plupart émanent d'un sentiment de malaise lié à des injustices : les mouvement sociaux sont finalement l'arme des pauvres. Voilà en quoi ils sont différents, par exemple, d'un groupe de pression. Les répertoires d'actions des mouvements sociaux montrent d'ailleurs bien qu'ils sont l'apanage de ceux qui n'ont pas accès aux sphères de décision : grèves, manifestations, mobilisation des médias et de l'opinion, autant de moyens de pressions politiques qui, s'ils ne sont souvent pas reconnus comme tels, constituent pourtant des actes politiques aussi importants que les voies institutionnelles.

La référence que constituent les mouvements sociaux de l'ère industrielle, liés à l'idée d'une révolution par en bas, influence toujours fortement nombre de mouvements sociaux actuels. Récemment sont cependant apparus, dans le contexte de la lutte anti-mondialisation, de nouvelles formes d'action basées moins sur des courants idéologiques généraux que sur des revendications concrètes et ciblées. La Confédération paysanne de José Bové, la rébellion zapatiste au Mexique ou encore les mouvements de défense des sans-papiers font partie de ces nouveaux mouvements sociaux qui s'appuient sur des cas bien réels d'injustice et qui montrent que l'action collective est loin d'être dépassée.

Anouk Henry

Se réapproprier l'avenir du monde

Sans vouloir la remplacer la gauche traditionnelle, Attac cherche un dialogue constructif avec elle.

L'Association pour la Taxation des Transactions financières pour l'Aide aux citoyens et Citoyennes (attac) est née alors que l'idéologie néolibérale triomphante imposa la dérégulation de l'économie et la privatisation, non seulement des entreprises d'Etat mais de l'ensemble des services publics. Par ailleurs, face à cette grande offensive, les partis institutionnels de gauche et les syndicats habitués aux compromis et à l'aménagement d'un capitalisme social se retrouvaient avec une base démobilisée. Ils avaient perdu toute capacité de répondre à l'arrogance de pouvoirs économiques, déclarant ne plus avoir besoin de négocier ni de concéder un quelconque compromis avec les représentants des salarié-e-s. Enfin, la mondialisation libérale accélérée du commerce et de la finance a trouvé les partis et les syndicats sans réelle stratégie de riposte au niveau national et international. Les citoyen-ne-s assistaient donc, désemparé-e-s, à une certaine résignation et à un manque d'alternative à cette déstructuration de l'économie.

Antidote au néolibéralisme

L'association attac naît ainsi avec comme objectif, non seulement d'imposer la taxe Tobin qui en soi est un formidable levier politique, mais surtout de créer un vaste mouvement citoyen capable de désarmer les pouvoirs financiers. Face à la dépolitisation de la société, au danger représenté par la pensée unique néolibérale et aux enjeux de la reconstruction d'un mouvement de résistance, il fallait mettre sur pied un vaste mouvement citoyen pouvant accueillir en son sein, non pas des gens qui adhèrent à une idéologie ou un programme politique mais à un objectif : celui de déconstruire le pouvoir des transnationales, de contrôler le capitalisme financier spéculatif et de mettre à disposition des citoyennes et citoyens des lieux de discussion et de formation. Ce souci de formation occupe une place centrale chez attac, car sans outils d'analyse permettant de se situer dans ce vaste chantier de dérégulation de l'économie, il est difficile de résister et de construire une alternative viable. Attac vise aussi à se réapproprier, en tant que mouvement citoyen, le pouvoir jusqu'à aujourd'hui confisqué par une classe politique complice de sa déposition. Des objectifs hautement politiques donc, ayant pour but principal de (re-)conquérir des espaces démocratiques et de rendre possible le développement de la démocratie.

Face au politique

Attac se situe dans le champ politique et l'association se trouve naturellement confrontée à d'autres acteurs, les partis politiques et les syndicats notamment. Néanmoins, ce mouvement ne cherche en aucune façon à se substituer à eux. Au contraire, par son action, ses analyses et ses prises de position, il cherche à aiguiller les partis de gauche et

Photo prise lors de la grande manifestation (plus de 20'000 personnes) sur la Place fédérale en automne 2'000 contre l'introduction de la Loi sur le personnel et les privatisations du service public.

les syndicats. Il n'aspire à occuper aucun pouvoir institutionnel, car il se situe dans une dynamique de construction d'un contre-pouvoir dans la société. Et c'est dans cette dialectique complexe entre pouvoir et contre-pouvoir qu'il faut situer les rapports qu'entretient attac avec les partis. Ces derniers sont nécessaires à l'exercice de la démocratie et attac refuse tout discours anti-parti. Un tel discours ne pourra que renforcer les dérives populistes et autoritaires de la droite conservatrice et de l'extrême droite qui mettent, les deux ensemble, en péril l'exercice de la démocratie.

Combattre le fatalisme

La transformation du monde en cours, qui aggrave l'insécurité économique et les inégalités sociales, est présentée comme une fatalité par une gauche qui s'est accommodée de l'économie de marché. Cette fatalité nourrit la progression des partis anti-démocratiques. Le résultat des dernières élections législatives dans plusieurs pays européens est, à ce titre, éloquent. Il est urgent d'enrayer ce processus en créant de nouveaux instruments de régulation et de contrôle au niveau international. Relever le défi de la désespérance politique que nous connaissons et de ses conséquences sociales exige un sursaut civique. Défi que le mouvement attac est prêt à assumer et dont les partis devraient s'inspirer.

Alberto Velasco

Attac dans le monde et en Suisse

Né fin 1998 en France, attac est aujourd'hui présente dans trente-deux pays, sur trois continents (Europe, Amériques, Afrique) et compte environ 80'000 membres. Elle participe activement au Forum social mondial de Porto Alegre. Connue à travers sa revendication pour l'introduction d'une taxe sur les transactions financières, la Tax Tobin, attac s'engage aussi en faveur de l'annulation de la dette du Tiers monde, lutte contre la politique de libéralisation des services publics, du commerce et des investissements imposée par l'Organisation mondiale du commerce.

En Suisse depuis 1999, attac est présente dans tous les cantons romands (sauf le Valais ?) au Tessin, ainsi qu'à Bâle, Berne et Zurich. Elle compte environ 3'000 membres et beaucoup de sympathisant-e-s. Outre un travail de sensibilisation sur ses thèmes internationaux, attac-Suisse est particulièrement présente dans la défense du service public, comme en témoigne, par exemple, son engagement contre la fermeture de bureaux de poste.

Sans affiliation partisane, attac accorde une attention particulière au renforcement de la démocratie. Force est cependant de constater que de sérieuses critiques sont adressées à l'encontre des représentant-e-s de Solidarités-Vaud, dont les aspirations hégémoniques au sein d'attac du même canton, trahissent la fuite en avant de «commerçants de la vérité» en manque de terre promise.

PhMü

Les «Sans Terre» : lutter, éduquer, s'internationaliser

Pour les paysans sans terre au Brésil, au-delà de la mobilisation, la formation est un enjeu fondamental. Entretien.

Référence incontestable au Brésil, le Mouvement des travailleurs ruraux Sans Terre (MST) est l'un des acteurs sociaux les plus dynamiques de toute l'Amérique latine. Vingt ans après sa constitution, et malgré la répression qui s'est abattue sur lui, il représente aujourd'hui une force réelle dans la vie politique brésilienne. Edgard Kolling - pédagogue et éducateur-, membre de la coordination nationale du MST où il est responsable du secteur éducation, nous introduit dans le monde peu connu des «Sans Terre».

Le MST est le principal mouvement social du Brésil. Quels rapports entretient-il avec les partis de gauche et avec le mouvement syndical ?

Le MST défend l'idée que les mouvements sociaux ne doivent pas être une courroie de transmission entre le parti et le peuple. Nous croyons en l'autonomie avec ses avantages et ses inconvénients. Si nous dépendions du Parti des travailleurs [le PT, principal parti de la gauche brésilienne, nda] par exemple, chaque campagne électorale aurait des répercussions sur notre mouvement. Déjà, au moment des élections, certains secteurs du PT nous demandent de suspendre les occupations de terre de peur qu'elles n'aient un impact négatif sur leur image. Au début, ce type de situation nous embarrassait beaucoup. Puis nous avons compris que chacun devait suivre son chemin. Maintenant, nous défendons fermement l'idée de l'autonomie face aux partis, à l'Etat, aux Eglises, aux ONG. Nous restons cependant convaincus qu'il faut des partis, car nous ne pouvons pas nous substituer à eux. La même remarque est valable pour le mouvement syndical. Nous sommes convaincus que nous devons lutter aux côtés des ouvriers et d'autres secteurs sociaux pour construire une nouvelle société.

L'éducation occupe une place centrale dans le travail du MST. Pourquoi ?

Dès le début, nous avons donné priorité à la formation. Il faut peut-être en chercher la raison dans nos origines : beaucoup d'entre nous ont commencé par un travail au sein de l'Eglise - la Pastorale de la terre, les communautés ecclésiales de base, etc. - ; d'autres avaient milité au sein d'un parti. En tout cas, beaucoup ont eu une expérience d'enseignement ou se sont occupés d'éducation au sens large... Je crois effectivement que l'éducation est ce qui fait la différence. Le MST y consacre une immense énergie et d'énormes ressources. Il y a en permanence des centaines et des centaines de «Sans Terre» en train de se former : enseignement élémentaire, études supérieures, formation politique, etc... Près de 200'000 enfants dont les parents sont au MST reçoivent un enseignement primaire dans des écoles publiques, à charge des mairies ou de l'Etat, qui ont été ouvertes dans les communautés rurales que nous formons après avoir conquis des terres, ou même dans des campements du MST [première phase de l'occupation d'une terre, nda]. Nous promouvons l'idée d'une école itinérante : dès qu'un campement surgit, l'école est immédiatement créée. Si les gens se déplacent, soit parce qu'ils doivent changer d'endroit [cela peut se produire des dizaines de fois du fait de la répression, nda], soit parce qu'ils entreprennent une marche à laquelle les enfants participent, l'école suit. Ces écoles sont reconnues par les autorités de l'Education. Nous en faisons la déclaration officielle dès que nous occupons les terres et l'école est d'ailleurs souvent la première tente que nous installons.

Il existe donc deux sortes d'éducation au sein du MST : l'école élémentaire pour tous et la formation politique des militants.

Exactement. Ces deux aspects sont complémentaires. Pour l'enseignement élémentaire, nous utilisons des méthodes d'éducation populaire, avec des contenus sociaux et idéologiques avancés. Nous proposons aussi une formation politique et idéologique à nos militants. Fait surprenant, beaucoup ont un bon niveau dans ces domaines et pourtant ne sont pas, ou peu, allés à l'école. C'est pour cela que les militants et les dirigeants exigent de plus en plus que nous dispensions un enseignement élémentaire en plus de la formation idéologique.

Pour conclure, qu'en est-il de l'élargissement du mouvement au niveau international ?

Il est essentiel pour nous que se créent, en Amérique latine et dans tout le tiers-monde, des espaces où les autres mouve-

Pris au piège des barbelés dans une gare en état de siège, hélic

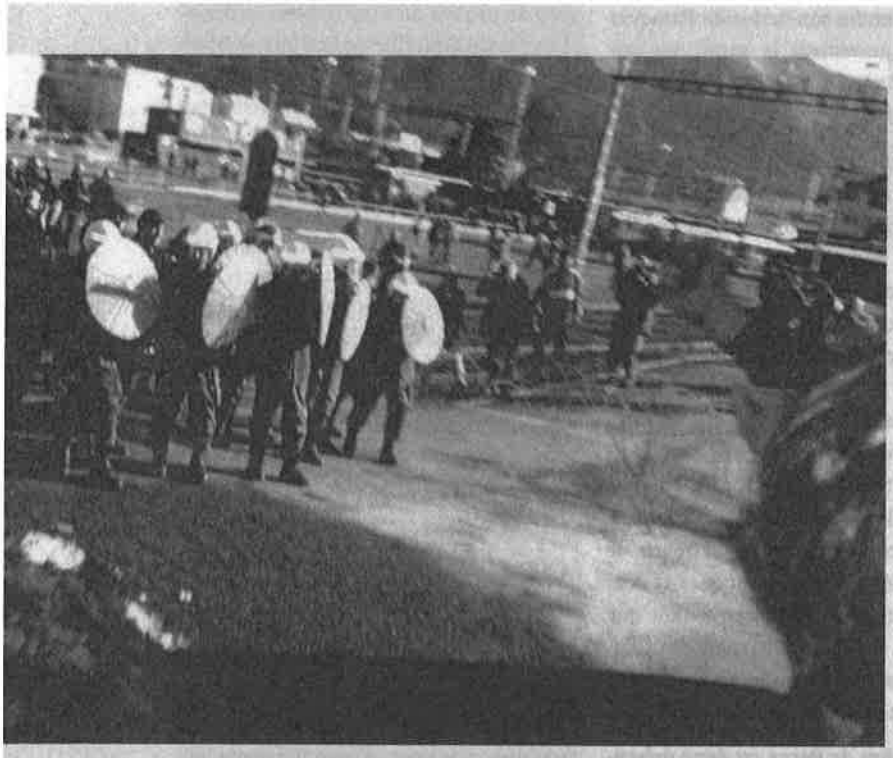
ments paysans expriment leur opinion et enrichissent le débat pour que nous définissions ensemble les actions à mener. Nous ne sommes pas d'accord qu'un mouvement occupe une position hégémonique et soit le seul à faire des propositions. C'est pour cela que nous soutenons aussi résolument la création de réseaux et l'articulation des organisations au niveau régional et mondial, comme Coordination latino-américaine des organisations paysannes ou Via Campesina [un mouvement international composé d'organisations paysannes de petits et moyens agriculteurs, de travailleurs agricoles, de femmes ainsi que de communautés ethniques, nda].

propos recueillis par
Sergio Ferrari
E-CHANGER

Démocratiser la terre

La revendication d'une vraie réforme agraire afin d'en terminer avec l'exploitation d'une population rurale sans droits et l'omnipotence de l'aristocratie foncière constitue une constante dans l'histoire de l'Amérique latine. Le MST s'inscrit dans cette histoire. Fondé en 1984, le mouvement lutte depuis pour une juste répartition des terres. A l'heure actuelle, 1% des propriétaires fonciers brésiliens possèdent 46% du sol alors que 90% des cultivateurs se partagent moins que 20% de ce dernier. A travers différentes formes d'action - manifestations, grèves de la faim et surtout campements et occupations de terres - les «Sans-terre» revendiquent leur droit à la terre. Un droit d'ailleurs inscrit dans la Constitution, même si le gouvernement du président Cardoso a rendu le combat du MST nettement plus difficile à cause d'une loi qui interdit l'attribution de terres suite à une occupation. Depuis 1984, presque 4'000 grandes propriétés ont été occupées et permettent actuellement à plus que 450'000 familles rurales de gagner leur vie.

Cette démocratisation de la terre pourrait connaître un important approfondissement en cas d'élection du candidat du Parti des travailleurs (PT), le fameux Lula. En effet, le lien entre MST et PT, sans être organique, est assez étroit et le programme du parti intègre toute une série de demandes du principal mouvement social du pays. Toutefois, par crainte de déclencher une campagne de haine contre son candidat, le parti a adopté un profil bas ces derniers mois et a condamné certaines occupations de terres jugées contre-productives.



ège, hélicoptères et gaz lacrimo. Tout cela pour empêcher l'excercice du droit élémentaire de manifester.

Les mouvements sociaux sur Internet

Forum Social Mondial de Porto Alegre:
http://www.forumsocialmundial.org.br/

La Déclaration de Berne :
http://www.evb.ch

Les «Sans Terre» au Brésil:
http://www.mst.org.br

En 4 ans on prend racine:
http://www.refuge-kosovo.ch

Mouvement suisse des sans-papiers:
http://www.sans-papiers.ch/

Attac Suisse: http://attac.org/suisse/

Syndicat féminin SEWA (en anglais):
http://www.sewa.org/

Syndicat féminin Kalayaa (en anglais):
http://www.geocities.com/makakalayaan/

Unir critique et action : La Déclaration de Berne

Au-delà de la critique de la mondialisation libérale, une réflexion et des actions collectives pour une planète plus solidaire.

Informer et sensibiliser, tels sont les maîtres-mots qui définissent le travail de la Déclaration de Berne (DB, voir encadré). C'est sur cette base qu'elle est née dans les années soixante alors qu'à l'ONU, on parlait de la nécessité d'un nouvel ordre économique mondial. Depuis les choses ont changé.

Faire campagne

En effet, le travail d'information ne peut être suffisant à lui seul. C'est la raison pour laquelle des moyens d'action politiques originaux sont utilisés. Par exemple, une campagne de cartes postales est menée conjointement avec des partenaires suisses et européens pour pousser les entreprises textiles occidentales à cesser le travail outrageant dans les pays du Sud et à établir un code de conduite strict en matière de droit du travail (Campagne Clean Clothes). La réussite la plus frappante est le récent départ de la firme textile suisse Triumph de Birmanie, où elle contribuait à soutenir le régime autocrate et esclavagiste local. Par l'engagement citoyen qu'est l'envoi d'une carte postale aux politiques, chacune et chacun se sent responsable et conscient-e que tout geste concret compte pour rendre une «autre mondialisation» possible. Enfin, à un niveau moins médiatisé, depuis peu, les travaux de la DB se penchent sur les effets, moins connus mais d'une importance fondamentale, de la mondialisation sur l'accès aux médicaments et la santé publique dans les pays pauvres.

Lobbying classique

Comme la mobilisation des consommateurs-trices n'est de loin pas suffisante pour modifier l'ordre établi, la DB use aussi de moyens de lobbying plus classiques. Elle s'est notamment associée aux syndicats et à d'autres mouvements sociaux pour demander la fin du bradage des services publics en cours à l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC), aussi bien au Nord qu'au Sud. Les activités des grandes institutions économiques multilatérales (OMC, Fonds Monétaire International et Banque Mondiale), véritables fers de lance des politiques néolibérales au Sud, sont régulièrement l'objet de critiques de fond.

Affronter les multinationales

Constatant la puissance et le rôle des firmes transnationales au Sud, la DB oriente aussi son action sur les agissements des grandes entreprises suisses. Ce fut le cas lors de l'implication de sociétés suisses dans des projets de grands barrages dans les pays du Sud, qui mettent en danger tant l'environnement que les populations autochtones. Dernièrement, la DB a insisté auprès de Syngenta, la plus grande entreprise agrochimique du monde dont le siège est à Bâle, pour qu'elle cesse de vendre son herbicide Paraquat qui affecte gravement la santé des travailleuses et travailleurs dans les plantations du Sud.

Parallèlement au Forum économique mondial de Davos et en partenariat avec le Forum social de Porto Alegre, la DB organise et invite annuellement nombre de mouvements sociaux à une réunion : le Public Eye on Davos, visant à révéler au grand jour les conséquences des décisions des «grands de ce monde» et à envisager des esquisses de solutions. Elle ne se limite pas à contester le processus de dépossession du Sud vers le Nord : en plus d'expliquer les mécanismes de ce dernier, elle s'efforce constamment d'ouvrir le débat avec les autorités politiques et économiques et vise à instaurer, autant que possible, un dialogue menant à des solutions convenables du point de vue social, humanitaire et environnemental.

La Déclaration de Berne est donc présente sur plusieurs fronts. En réfutant les recettes toutes faites du discours néolibéral, elle propose une manière d'agir localement pour un développement plus harmonieux et solidaire. Par là, elle contribue à sa manière à l'action politique altermondialiste.

Kevin Luximon

Secouer la Suisse

La Déclaration de Berne est une organisation non gouvernementale (ONG) suisse qui s'active depuis sa fondation en 1968 pour un développement plus solidaire et démocratique des pays du Sud. Dès son origine, elle s'est spécialement focalisée sur la dimension Nord-Sud des relations économiques, mais aussi culturelles, sociales et environnementales. Contrairement aux ONG classiques de développement, elle n'a pas de projets de développement dans les pays du Sud. Elle agit en Suisse. Son but est d'informer et de sensibiliser la population et les décideurs helvétiques sur les maux du tiers monde et sur les enjeux se dissimulant derrière les pratiques des entreprises et des Etats.

C'est à partir de sa fameuse action «Nestlé tue-t-il des bébés ?», lancée en 1975, que la DB acquiert une notoriété nationale. Dans les années 1990, outre les campagnes citées dans l'article, elle s'engage en faveur de l'annulation de la dette du tiers monde, participe au Sommet mondial de l'alimentation et fête ses trente ans, en excellente santé et pleine de projets.

La DB entretient deux secrétariats, un à Zurich et un à Lausanne. Vous pouvez les contacter à travers leur site Internet : www.ladb.ch. Si vous voulez soutenir des actions concrètes, commandez les cartes postales «Non au bradage des services publics», «Clean Clothes» et «Coupe du monde de foot».

Manifestants, un pas de plus!

Au nombre impressionnant de militant-e-s des mouvements sociaux correspond un abstentionnisme aux urnes. Mise au point.

Bush est devenu leader du monde, avec Sharon, Poutine, Aznar, Berlusconi et Blair comme comparses. Chirac vient de les rejoindre, cette fois avec une majorité parlementaire écrasante. Ensemble cette brochette d'«humanistes» passe à la vitesse supérieure dans la libéralisation et la privatisation des marchés agricoles et des services publics, dans la mise en pièces des libertés civiles et dans la militarisation du monde.

Plus le modèle libéral réactionnaire se plante, plus il est contesté dans la rue et plus il avance dans le monde réel, dans les ateliers, dans les quartiers du Sud comme du Nord. Comment expliquer ce grand écart ? Comment expliquer que cette rage qui prend des millions de gens au cœur face aux scandales des stocks options, des charrettes de licenciements lancées par des entreprises bénéficiaires ne trouve aucun débouché politique conséquent ? Comment la gauche peut-elle perdre, alors qu'on n'a jamais eu autant besoin d'elle et de toutes ses valeurs fondamentales ?

Un mystère à deux réponses

Il y a deux réponses à ce mystère. La première est la plus convenue : trop souvent la gauche n'a pas été elle-même. Ses dirigeants se sont alignés. Sa gestion a au mieux accompagné la progression de l'emprise capitaliste et réactionnaire sur le monde, au pire elle l'a accélérée. Elle n'a pas su lui imposer les coups de frein, si nécessaires, pour qu'ayant eu le temps de souffler, le monde du travail, ses forces politiques et syndicales puissent reprendre l'offensive.

Mais il y a une autre explication, que, complexés devant le procès en sainteté des «mouvements sociaux», les politiques, forcément coupables, reçoivent trop souvent sans broncher. C'est qu'il est devenu tellement «ringard» d'être membre d'un «parti». Le mot déjà fait sale. Ce mépris pour les forces politiques organisées est fréquent dans le monde associatif et à l'extrême gauche. Les socialistes le subissent depuis longtemps. Ils savent que même avec quatre ou cinq décennies de lutte exemplaire et souvent anonyme derrière eux, ils sont toujours suspects.

Certes, les grands partis de gauche, le Parti socialiste particulièrement, ne s'ouvrent pas assez aux mouvements sociaux. Leur action n'est pas assez claire, cohérente et courageuse pour être crédible aux yeux des activistes sectoriels ou radicaux. Mais comment est-il possible de changer le monde dans la réalité autrement qu'en s'efforçant de conquérir des bouts au moins du pouvoir démocratique ? Ou plutôt, en quoi avance-t-on plus vite à le laisser à Bush et à toutes les droites ? Il est peut-être utile aujourd'hui de rappeler à ceux qui croient aux essences invariablement pourries des grands partis et des grands syndicats que l'existence précède l'essence. Les partis ne sont rien d'autre que ce qu'on en fait. Le socialisme n'a pas d'autre âme que celle de ses militants et dirigeants réels, ici et maintenant. Si on n'en veut pas, il est possible d'en changer (c'est même ce qui distingue un parti démocratique d'un mouvement sectaire).

La nécessaire articulation

Sans l'articulation intelligente et mutuellement respectueuse entre mouvement social et parti politique inscrit dans une pratique démocratique réelle, nos mères n'auraient jamais eu le droit de vote, nos parents et grands-parents l'AVS, les enfants de pauvres l'accès à l'éducation, les malades de condition modeste l'accès aux soins et les travailleuses et travailleurs la semaine de quarante heures et quelques droits minimaux.

Le chemin de la reconquête pour la gauche sociale et politique est d'une simplicité et d'une exigence extrêmes. Que les militantes et militants socialistes ou d'autres partis de gauche fassent encore plus d'efforts pour que nos maisons soient solides, cohérentes, plus accueillantes aux jeunes et moins jeunes des mouvements sociaux. Mais que l'on cesse aussi de se pincer le nez devant l'exercice de la politique. Que les centaines de milliers de celles et ceux qui marchent dans les rues rencontrent les milliers de celles et ceux qui font élire ou sont élus pour résister au capitalisme triomphant et reconstruire un projet de progrès social. Et l'espoir changera de camp.

Pierre-Yves Maillard
conseiller national

Les luttes des sans-papiers posent la question de la production, par l'Etat, de populations sans droits, intégrées dans le circuit économique et soumises sans protection à l'exploitation capitaliste.

Mouvements de «Sans-Papiers»

Reflets de la désobéissance civile face à la loi sur les étrangers.

Le Mouvement des Ex-saisonniers d'ex-Yougoslavie dans le canton de Vaud a été un des premiers mouvements collectifs à ouvrir la voie d'une lutte d'un type nouveau : la création d'un mouvement social et politique indépendant des structures traditionnelles existantes.

Différentes formes de lutte

Depuis que le mouvement «En quatre ans on prend racine» a emboîté le pas, allant jusqu'à l'occupation de l'Eglise de Bellevaux à Lausanne pendant quelques mois, les collectifs des «sans-papiers» ont foisonné dans plusieurs cantons, les uns choisissant d'occuper des lieux dans des rapports de forces sociaux et politiques locaux souvent défavorables (Fribourg, Berne, La Chaux-de-Fonds), d'autres cherchant surtout à accumuler des forces en favorisant l'auto-organisation des communautés d'immigrés et de réfugiés déboutés avec comme seul slogan «les "sans-papiers" sortent de l'ombre» (Vaud, Genève, Valais, Soleure). La lutte pour la régularisation des «sans-papiers» inscrits dans les collectifs de Fribourg, Berne et de La Chaux-de-Fonds a vite permis de démontrer le blocage au niveau politique (cantonal et fédéral), ainsi que l'hypocrisie de la Circulaire Metzler de décembre 2001. En favorisant l'auto-organisation des immigrés, on a permis d'ancrer la lutte dans la durée en ajoutant à la revendication de régularisation collective celles de l'arrêt des renvois, contre la nouvelle loi sur les étrangers (Letr) et contre toute législation discriminatoire vis-à-vis des immigrés, le droit d'avoir des droits (travail, santé, sécurité sociale, sur les contrôles de police et arrestations, etc). Toute tentative de coordination nationale des collectifs de soutien devra tenir compte des expériences de lutte dans les différents cantons. Ces initiatives ne peuvent ignorer que l'auto-organisation des immigrés, la coordination du monde associatif concerné sont la clé de voûte pour tout développement d'un rapport de forces favorable au niveau des cantons afin d'infléchir la politique fédérale.

Des travailleurs sans droits

Le nombre estimé de personnes sans autorisation de séjour vivant en Suisse varie de 180'000 à 300'000 ! La circulaire Metzler ne tient pas compte de l'ampleur du phénomène, son but étant au contraire de l'éclipser dans une démarche de régularisation au cas par cas. Au fond, cette circulaire ne fait que confirmer la politique fédérale en matière de développement économique : la tiers-mondialisation des relations de travail par l'acceptation de fait de l'économie informelle. Cette politique nécessite la présence des «sans-papiers» comme levier pour démanteler les acquis sociaux des travailleurs suisses et immigrés établis dans le pays.

La Suisse ne pourra plus éviter le débat éthique, social, politique et idéologique sur la présence des «sans-papiers» et se cantonner dans un débat purement économique et utilitariste. Désormais, les gouvernements, les partis politiques et les organisations syndicales devront se positionner clairement sur le phénomène migratoire, sur les droits sociaux et politiques des immigrés, sur les rapports économiques et politiques nord-sud ou est-ouest, etc. Le débat sur l'immigration et l'asile révèle que le capitalisme occidental a un urgent besoin de contrôler les flux de cette armée de force de travail de réserve que sont les migrants sans-droits.

Forteresse européenne

A Séville, l'Union Européenne adopte, sans le reconnaître, un système de bonus dont bénéficieront les gouvernements anti-démocratiques qui contrôleront l'émigration de leurs ressortissants ! Les formes de gouvernements anti-démocratiques que le peuple européen n'a pas voulu cautionner recevra des bonus si elles démontrent qu'elles contrôlent l'émigration (la fuite de la misère, du totalitarisme, des conflits armés, des exactions et de la torture).

Au cours des siècles, cinquante millions d'Européens ont émigré vers l'Amérique avec l'épée, les canons et la bible. Aujourd'hui, beaucoup d'entre eux reviennent, des quatre coins de la planète, les bras vides pour demander du travail ! La politique néo-libérale et conquérante des pays du Nord encourage l'émigration pour rejeter ensuite les migrants dans les bas-fonds de l'économie informelle des «sociétés d'accueil». Les mouvements de «sans-papiers» sont des précurseurs d'une nouvelle ère de la lutte pour les droits des travailleurs-euses et des dépossédés au niveau planétaire.

Nelson Serathiuk

Des clandestins aux sans-papiers

La volonté affichée depuis plus de vingt ans de limiter au maximum toute nouvelle immigration s'est traduite par des durcissements successifs des lois sur l'asile ou sur l'établissement des étrangers. Durant cette même période, la persistance et la systématisation de l'immigration vers la Suisse a entraîné un écart croissant entre flux migratoires réels et nombre de migrants légalement acceptés. Dès lors, les migrants sans autorisation de séjour ne peuvent plus être compris comme des clandestins qui échappent aux circuits légaux, mais comme les victimes d'une immigration devenue inévitablement clandestine. Le passage du terme de «clandestins» à celui de «sans-papiers» illustre, par ailleurs, la transformation et la complexification de la réalité de l'immigration.

L'analyse de cette évolution met en lumière une continuité entre travailleurs immigrés d'hier et sans-papiers d'aujourd'hui, car l'immigration des uns et des autres trouve sa logique dans le travail. Le marché du travail qui attire les sans-papiers ne doit pas être considéré comme marginal et l'absence apparente de politique de l'immigration crédible, qui nourrit la clandestinité alors qu'elle prétend limiter l'immigration, est bien une politique qui doit se comprendre dans la logique d'une gestion de la main-d'œuvre privilégiant la flexibilité et la précarité.

L'UDC: les logiques d'un triomphe

La progression de l'Union démocratique du centre dans les années nonante est inquiétante et son discours pèse sur le débat politique en Suisse. Analyse.

L'Union démocratique du centre (UDC) fut le grand vainqueur des élections nationales qui se sont déroulées en octobre 1999. Sous l'impulsion de la section zurichoise et de son appareil de propagande (ASIN, Schweizerzeit, Albisgüetli), le rééquilibrage des forces politiques, au sein de la droite, s'est progressivement construit à son profit. Le parti a élargi sa structure partisane en absorbant une partie de l'électorat de la droite bourgeoise gouvernementale et surtout de l'extrême droite populiste. Dans les cantons catholiques (Lucerne, Zoug, Saint-Gall et en Valais), l'UDC fait les yeux doux à l'électorat démocrate-chrétien déçu des prises de position du PDC sur l'Europe, l'asile et l'avortement; en Suisse orientale (Soleure, Argovie, Saint-Gall, Thurgovie, Schaffhouse, Appenzell-RE et Zurich), l'électorat de l'extrême droite populiste (Parti des automobilistes/Parti suisse de la liberté) est séduit par un parti nationaliste et xénophobe qui partage les responsabilités gouvernementales.

Plus que toutes autres pratiques collectives, les luttes sociales sont porteuses de ces espoirs utopiques et procèdent à des renouveaux dans l'imaginaire.

Les raisons du succès

Le succès de l'UDC est la rencontre entre discours populiste et un électorat de droite préoccupé par la sécurité intérieure, la défense des traditions, la conservation de l'identité helvétique et la politique d'asile. Une rencontre qui sanctionne un nouveau clivage entre une Suisse traditionnelle, tournée sur elle-même et une Suisse moderne, urbaine, ouverte sur l'extérieur. Un nouveau clivage auquel il faut apporter une nuance importante : l'électorat UDC contient également une forte composante citadine, ouverte économiquement sur le monde.

Deuxième clivage: celui entre les détenteurs d'un passeport rouge et les immigré-e-s. Le discours sur la «surpopulation étrangère», véhiculé par l'extrême droite populiste au cours des années 70, est récupéré dans les années 80 par l'UDC et progressivement dirigé, au cours des années 90, contre les requérants d'asile, présentés comme des criminels. L'UDC fait de l'asile un enjeu de taille avec un objectif clair : verrouiller la frontière entre ceux qui appartiennent à la communauté nationale et ceux qui en sont exclus. Sous pression, ses partenaires bourgeois suivent au pas.

La figure du tribun

Christoph Blocher est populiste et démagogue. Il construit une ligne de démarcation conflictuelle entre d'un côté le peuple (les gens simples) et de l'autre le pouvoir politique. L'utilisation systématique par le tribun du concept de «classe politique» lui permet de nourrir les ressentiments d'une partie de la population à l'égard des «politiques», en flattant son «bon sens». Cette rhétorique permet à l'UDC de prendre ses distances avec l'establishment politique sans pour autant le quitter.

Christoph Blocher ne conçoit pas le peuple comme un tout homogène. Il divise pour mieux régner. Le leader de l'UDC zurichoise distingue au sein de la population deux catégories de citoyens, ceux qui donnent et ceux qui prennent : d'un côté les citoyens actifs qui travaillent et innovent; de l'autre les fainéants, ce qu'il appelle lui-même «les parasites» (chômeurs, immigrés, drogués, homosexuels) qui profitent d'un Etat Providence, bureaucratique, devenu obsolète à ses yeux. Les différentes campagnes de l'UDC zurichoise en sont l'expression concrète.

Le PSS face à l'UDC

Face à cette dérive, à droite, de la rhétorique sécuritaire et migratoire, la gauche doit défendre ses valeurs, réinvestir le terrain et faire vivre la démocratie au plus près des citoyens (par exemple au travers de budgets participatifs). Face aux dégâts de la mondialisation néo-libérale, le Parti socialiste suisse, en étroit dialogue avec ses camarades européens, se doit de formuler un projet ambitieux, véritablement socialiste et démocratique. Ne pas le faire, c'est offrir un boulevard aux populistes de tout poil, et à Christoph Blocher au premier chef. Ils ont déjà une longueur d'avance. Debout la gauche!

Michaël Girod

Etat social ou Etat pénal ?

Sous l'influence du discours américain, le thème de l'insécurité est de plus en plus porteur. Au détriment des considérations sociales.

Le mouvement sécuritaire traverse le monde sous l'impulsion américaine. La «tolérance zéro», aux Etats-Unis, résulte d'une politique par laquelle des dizaines de millions de personnes sont livrées à la pauvreté ou à la misère. Pour elles, les mesures sociales sont réduites toujours davantage et la détention en prison se substitue en bonne partie à l'aide sociale. L'Etat sécuritaire est donc l'enfant de la déréglementation économique et de la flexibilisation du travail. Selon le principe : liberté pour les forts, privation de liberté pour les faibles.

Répression massive

Il est tout à fait douteux que l'augmentation de la population carcérale aux Etats-Unis soit due, même en partie, à une véritable augmentation de la criminalité. Il y a eu, en effet, une augmentation massive des jugements d'emprisonnement pour des délits qui étaient antérieurement punis par des peines plus douces. De plus, le ratissage policier et judiciaire a massivement augmenté. Une caractéristique de cette politique est l'attaque massive à l'encontre de la population noire et latino-américaine, très largement majoritaire parmi les couches pauvres. Simultanément, le système américain a produit une glorification de cette politique pénale, doctrine reprise par le gouverneur de New-York, Giuliani, et offerte en exemple au monde entier sous la dénomination «tolérance zéro».

En Europe aussi

Cette politique sécuritaire a été très largement exportée en Europe. La principale conséquence réside dans le travestissement des problèmes sociaux en problèmes sécuritaires. Ainsi, la «violence urbaine» (les comportements marginaux de quartiers défavorisés) est attribuée à la jeunesse et, en même temps, les questions sociales sont réglées de manière autoritaire et discriminatoire (renforcement de la discipline et des interdits dans les écoles ; couvre-feu pour les jeunes, par exemple).

Au vu des chiffres, il apparaît que nous ne sommes pas en Suisse les otages du modèle américain. Toutefois, l'idéologie sécuritaire est bien présente dans notre pays, notamment suite à la campagne de presse menée par le *Blick,* reprise par certaines forces politiques, y compris au sein du Parti socialiste, et elle inspire fortement certaines modifications légales en cours d'examen parlementaire.

Ainsi par exemple, la réglementation en cours sur les agents infiltrés de la police est sur le point de réduire les droits individuels en matière pénale. De même, la réglementation prévue sur l'internement indéfini de criminels dangereux, non caractérisés comme atteints dans leur santé mentale. Il faut y ajouter le projet d'enregistrer informatiquement le profil ADN de tous les suspects, même en cas de suspicion d'un délit peu grave.

Un tremplin électoral

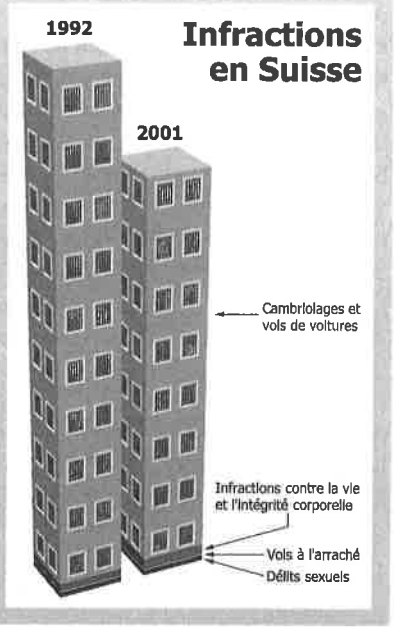
L'avenir est donc préoccupant. Le thème de la sécurité devient de plus en plus porteur au plan électoral. Il est exploité en tout premier lieu par les forces politiques conservatrices ou d'extrême-droite et vient compléter et se substituer en partie au thème de la « surpopulation étrangère». La délinquance devient criminalité, englobe les «incivilités» et stigmatise, de manière implicite, les minorités venues d'ailleurs.

Il y a quelques mois, le personnel des hôpitaux s'est mis en grève pour exiger plus de personnel soignant. En matière de services publics, souhaitons-nous plus de policiers ou plus d'infirmiers, d'infirmières et de soignants ? Poser la question, c'est y répondre. Car nous sommes les défenseurs de l'Etat social et nous n'admettons pas qu'on le réduise pour lui substituer un Etat pénal.

Nils de Dardel
conseiller national

Quelques chiffres

Aux Etats-Unis, la population carcérale a passé de 380'000 en 1975 à 2 millions en 1998. La croissance s'est faite surtout dans les années 1990. En 1997, le taux de détenus est de 650 pour 100'000 personnes. La même année, il n'est «que» de 90 en Allemagne, en France et en Italie et de 76 en Suisse.
En Suisse, les infractions ont baissé de 343'000 à 275'000 (-20%) entre 1992 et 2001. Les cambriolages et les vols de voitures sont en forte baisse. Les vols à l'arraché (1'500 en 2001) sont stables.
Les infractions impliquant la violence physique sont en augmentation, mais cela concerne des cas peu nombreux. Les infractions contre la vie et l'intégrité corporelle passent de 3'700 à 5'700 et les vols connaissent au contraire une baisse très forte, de 312'000 à 243'000. Pendant la même période, les délits sexuels sont stables, soit environ 3'000 cas par an (chiffre toutefois discutable, pusique beaucoup de délits sexuels restent cachés).



A quoi sert un intellectuel ?

Retour sur la leçon d'adieu qu'a donnée Jean Ziegler à l'Université de Genève.

«Comprendre le monde, changer le monde : à quoi sert un intellectuel ?» Tel était le titre de la leçon d'adieu à l'Université de Genève de notre camarade Jean Ziegler. Tout un programme ! Devant un auditoire plein à craquer (plus un autre tout aussi bondé qui retransmettait l'événement en vidéoconférence !), Jean Ziegler n'a pas failli à sa tâche de nous rappeler combien le monde va mal et combien il est aujourd'hui plus que jamais l'heure d'unir nos forces pour lutter contre l'offensive néo-libérale.

Le rôle d'un intellectuel dans tout cela ? Dénoncer, dénoncer et dénoncer toujours ! De par son statut social, son rôle dans la société, l'intellectuel n'a pas le droit de taire la réalité du monde. Mieux, c'est même pour lui un devoir de faire entendre la voix de celles et ceux qui, de par leur misère et leur exclusion, n'ont pas ou plus droit à la parole.

Les statistiques sont là : jamais notre monde n'a connu tant de richesses, jamais elles n'ont été aussi peu partagées. Pourquoi et comment une telle situation peut-elle perdurer ? Parce que, selon Jean Ziegler, la plupart des gens baissent les bras et jugent cet état de fait inéluctable. C'est justement devant cette absence de révolte que l'intellectuel trouve sa place : en servant de porte-voix, de relais entre des mouvements sociaux. En réaffirmant la place de l'homme dans la société et en le remettant au centre des préoccupations sociales. En déchiffrant les réalités sociales qui nous entourent pour trouver quel est leur sens. En montrant que l'évolution de nos sociétés n'est pas inéluctable et que les hommes peuvent devenir maîtres de leur destin.

Cela fait maintenant plus de trente ans que Jean Ziegler tient ce discours. Trente ans qu'on lui reproche ses débordements, son manque de rigueur scientifique. Trente ans qu'on essaie de le faire taire à coups de procès et de condamnations. Trente ans que sa position n'a pas bougé d'un iota et qu'il continue son travail de dénonciation.

A-t-il tort ? En fait-il trop ? On peut bien sûr se poser la question. Mais il faut reconnaître à Jean Ziegler le mérite d'avoir toujours su anticiper quel serait le monde de demain. Quand on voit aujourd'hui comment on vend le service public à l'économie, comment les entreprises, par le biais de l'OMC, négocient et concluent des accords dévastateurs sur le plan humain, quand on voit l'ONU impuissante à empêcher les guerres et les famines, alors, on se dit peut-être que Jean Ziegler a raison.

Carole-Anne Kast et Marko Bandler

Si la politique néolibérale n'a de cesse de refermer les pores de l'imaginaire utopique et de l'inventivité rebelle, les manifestant-e-s déploient au contraire leur imaginaire.

brève

Initiative santé du PSS : polémique

Etrange position que celle de Koni Loepfe, président du PS Zurich Ville. Commentant les récentes «propositions» de l'UDC en matière de coûts de la santé, il considère qu'il s'agit là d'idées pas moins farfelues que celles de l'initiative santé du PSS. Cette dernière ne vise rien d'autre, estime notre camarade, que l'introduction cachée d'un impôt sur la fortune. Notons que le PSS parle de primes en fonction du revenu et que, par ailleurs, imposer la fortune ne fait pas peur aux socialistes...

Robert Badinter

«Le ministre de l'Intérieur, Michel Poniatowski, avait organisé des opérations de police à grand spectacle, dites "coup de poing", dont l'efficacité laissait sceptiques les responsables policiers. Le garde des Sceaux [en 1980, Alain Peyrefitte, *ndlr*] avait fait préparer un projet de loi intitulé "Sécurité et Liberté". Comme il avait du talent et que la majorité de droite se voulait «libérale» face à la gauche "socialo-communiste", il s'attachait à répéter dans tous les médias que "*la sécurité est la première des libertés*". Ce slogan, qui aurait laissé pantois les auteurs de la Déclaration des droits de l'homme, était appelé à connaître une grande fortune politique dans les années ultérieures.»

L'ABOLITION
Editions Le Livre de Poche, Fayard, Paris, 2000, pp. 207-208.

AGENDA ESTIVAL

4-7 juillet
Festival international du film fantastique
Neuchâtel

5-7 juillet
Swiss didgeridoo festival
Wiedlisbach

5-13 juillet
Festival de la Cité
Lausanne

12-14 juillet
Lesbian & gay pride
Neuchâtel

3 août
Lake parade
Genève

3-17 août
Buskers festival des artistes de rue
Neuchâtel

9-10 août
Guinness Irish Festival
Veysonnaz

9-12 août
World music festiv'Alpe
Château-d'Oex

numéro 3, juillet-août 2002

JAB
1002 Lausanne

PAGES DE GAUCHE

DOSSIER

MOUVEMENTS SOCIAUX

Monsieur Antoine Choffet
La Corbatière 167
2314 La Sagne (NE)